



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 17 février 2022

**Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Signature du plan d'Avenir pour Lourdes**

**Jeudi 17 février 2022**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le maire de Lourdes,  
Monsieur le Ministre, cher Jean-Baptiste,  
Mesdames et messieurs les parlementaires de ce beau département des  
Hautes-Pyrénées  
Monsieur le président du Département,  
Monsieur le vice-président de la Région Occitanie,  
Mesdames et messieurs les élus, les maires, en particulier vous, cher Gérard  
TRÉMÈGE,

Je salue aussi tous les socioprofessionnels qui sont représentés ici à Lourdes,  
en particulier monsieur le président de la CPME M. François ASSELIN, M.  
François-Xavier BRUNET, M. Didier CHENET. Je salue tous les responsables,  
Monseigneur, tous les représentants des institutions, nombreux et  
nombreuses ce soir, pour un moment historique pour la ville de Lourdes.

Je fus élève à l'institution Notre-Dame de Garaison. Évidemment, on n'y  
mettait pas que des élèves dissipés et turbulents. Ce n'est pas une allusion au  
président de la Chambre de commerce et d'industrie, que je salue tout

particulièrement pour partager ce passé avec moi, ni non plus, bien entendu, au président du Département. En tout cas, il y a évidemment, Monseigneur, un lien évident entre Garaison et Lourdes, historique, très clairement.

On comprend pourquoi la gestion, Monsieur le maire, du Sanctuaire fut confiée aux pères de Garaison. On ne l'oublie pas. Et peut-être ne le savez-vous pas, mais les mêmes pères de Garaison établirent dès le 19<sup>e</sup> siècle une communauté en Argentine. Et si je l'évoque ici, c'est que sans aller au-delà dans les confidences, j'ai pu évoquer Lourdes et Garaison avec Sa sainteté le pape François lorsque je suis allé à sa rencontre. Et sur Lourdes, Garaison, ont évidemment sonné à ses oreilles. J'ai vu par les noms qu'il m'a cité combien il connaissait ce passé glorieux et ce présent qui ne l'est pas moins.

Il y a donc une forme de cohérence. Je ne dis pas que j'ai fait un pèlerinage dans les Hautes-Pyrénées, car là peut-être, enfreindraient-je les principes fondamentaux de la République laïque que vous savez, je respecte plus que tout. Mais en tout cas, nous sommes ici incontestablement, Monsieur le maire, dans une ville symbole, dans une ville qui a contribué et qui contribue toujours à la renommée, à l'attractivité internationale de la France. Une ville, des activités profondément touchées et impactées par la crise sanitaire. Crise sanitaire, qui a, si je puis dire, fossilisé les mouvements, coupé net toute forme de tourisme à Lourdes, comme dans d'autres destinations de notre pays et dans le monde.

Lourdes a payé un très lourd tribut à cette situation et je le dis ici, continue encore de le payer. Rien qui ne vous soit inconnu. Mais vous l'avez dit : à Lourdes – et permettez-moi de l'ajouter comme ailleurs – l'État a été au rendez-vous. Pas que lui : je veux aussi citer toutes les collectivités territoriales qui se sont mobilisées, même s'il ne m'appartient pas de m'exprimer en leurs noms, je veux le rappeler à tous nos concitoyens. On a même appelé ça le *Quoi qu'il en coûte*.

Vous avez rappelé les chiffres pour Lourdes 176 millions d'euros. Il y avait quand même, puisqu'on parle de chiffres, 90 % de perte d'activité. Oui, si le mot sinistre a un sens, c'est bien là qu'il s'applique. Je le dis pour tous ceux qui disent que cela a coûté cher. Cela a effectivement accru l'endettement de notre pays. C'est factuellement exact, mais je vous invite toutes et tous à réfléchir à ce que cela aurait coûté à la nation dans la durée si nous ne l'avions

pas fait, y compris, j'insiste, pour les finances publiques. Beaucoup, beaucoup plus cher. Et je ne parle pas des conséquences psycho-sociales.

La crise a beaucoup éprouvé nos concitoyennes et nos concitoyens, et pas qu'ici à Lourdes. Nous avons pris, l'État a pris ses responsabilités. Il a été au devant de la scène, c'est normal, c'est son rôle en temps de crise. Peut-être avez-vous pris connaissance de l'appréciation d'un prix Nobel d'économie sur la façon dont la France a géré la crise en disant que c'était le pays qui l'avait le mieux gérée dans le monde. Je ne le dis pas parce qu'on pourrait croire que c'est de l'autosatisfaction, mais en tout cas, je revendique devant vous que nous avons pris nos responsabilités. Je le dis en m'adressant en particulier aux socioprofessionnels puisque je sais qu'ils sont là, je sais qu'ils ont encore eu des discussions ces jours-ci, encore maintenant avec le ministre LEMOYNE. Vous avez cité, je veux rendre aussi hommage à son action, à M. Alain GRISET, à M. Bruno LE MAIRE.

Je leur redis deux choses. Un, nous ne vous avons pas laissé tomber. Nous ne vous laisserons pas tomber. Parmi les outils que l'État a déployé auxquels je faisais allusion, il y a les fameux PGE. Le Gouvernement l'a dit, nous ferons désormais du cas par cas. Mais on voit bien qu'ici, le cas par cas pourrait considérer, concerner l'ensemble des acteurs. Eh bien, nous le ferons en renforçant nos moyens avec, on appelle ça une Task Force dédiée, c'est-à-dire une équipe professionnelle forte à Paris qui va vous aider et examiner les situations une par une. J'ai souhaité qu'elle se réunisse d'ailleurs dès demain pour une première réunion de méthode.

On va passer à l'action pour regarder tous ces cas et s'il y a lieu par rapport à l'endettement général, bien entendu, parce que les PGE sont ajoutés parfois à des dettes existantes, nous allons mobiliser un fonds pour permettre d'étaler, voire de faire des différés. C'est le fameux Fonds de développement économique et social à hauteur de 20 millions d'euros. Et s'il faut, je vous le dis, nous irons au-delà. Nous ne vous avons pas laissé tomber, nous ne vous laisserons pas tomber. Je le répète : c'est une démarche intéressée au plan économique. Quand un tissu économique s'effondre, les conséquences économiques et sociales sont désastreuses.

Là, il y a donc un mauvais moment à passer. Il faut impérativement le surmonter. Et le deuxième message que je veux vous adresser, mesdames et messieurs, c'est que les informations à notre disposition montrent quand même que ce qui est à l'origine de ces difficultés vont aller en s'atténuant. On sait que la situation est en passe de s'améliorer. Nous gérons cela comme nous l'avons toujours géré depuis la survenue de l'épidémie, de façon raisonnable, progressive, adaptée. Les éléments que nous avons nous permettent de dire que la vie va reprendre son cours, que pour vous, les flux de touristes, de pèlerins vont revenir. Nous allons les aider, les accompagner, car c'est là, évidemment, que se situe l'origine du sujet. Donc, nous avons protégé les Lourdaises et les Lourdais, les Françaises et les Français pendant cette pandémie, en déployant et en continuant de déployer des moyens adaptés.

Vous l'avez très bien dit, monsieur le maire, en réalité, et c'est le propre des crises : leurs vertus, si j'osais, c'est qu'elles mettent en évidence de manière très crue, des difficultés plus structurelles, des problèmes qui étaient là, mais que peut-être on refusait de regarder dans toute leur réalité. Donc, faute de moyens, peut-être de volonté, on repoussait le règlement à plus tard. On le voit à Lourdes, mais on peut le dire de notre tissu touristique, de notre économie. Et il ne faut pas en rester à panser les graves plaies du temps présent. Nous devons, à partir d'un diagnostic – et vous l'avez lucidement dressé – se dire : qu'est-ce qui ne va pas et comment nous préparons le Lourdes de demain. Et des atouts, il y en a ! Je ne suis pas inquiet sur ce niveau, depuis que nous sommes arrivés, il suffit d'ouvrir les yeux, de respirer, d'écouter et de voir que nous sommes sur un joyau.

Mais il y a beaucoup d'investissements à faire. Avant de venir, non pas au détail des annonces, parce que tout ça est connu et chacun s'y référera, je voudrais insister sur une ou deux, et me féliciter de la méthode que vous avez employée parce qu'il y a le fond et la méthode, et la méthode n'est jamais complètement indifférente au fond, jamais !

Vous avez les uns et les autres beaucoup travaillé ensemble. Permettez-moi de souligner l'action des représentants de l'État. Les ministres se sont beaucoup impliqués dans cette affaire, ainsi que les préfets. Le préfet, il y en a deux ici pour le prix d'un, le préfet de région et le préfet de département et le sous-préfet bien sûr. Je voudrais, si vous me permettez, faire une petite ode

aux représentants de l'État dans les départements. Vous savez, vous m'avez entendu parler du couple maire-préfet qui était une formule générique, élus locaux de proximité et représentants locaux et territoriaux de l'État. Je l'ai toujours cru, mais pour ceux qui l'auraient oublié, voilà la France, c'est cela. La France est enfin une République décentralisée, mais qui a besoin de l'État et qui en a besoin, en particulier dès qu'il y a des crises – nous sommes servis. Et l'État est là, mais ce n'est plus l'État du 19<sup>e</sup> siècle, c'est l'État du 21<sup>ème</sup> siècle. Depuis que je suis pour Premier ministre je me suis donc beaucoup appuyé sur le corps préfectoral, évidemment, et je leur ai fixé des exigences. La crise nous fait retrouver le sens de la proximité.

Il fallait donc réarmer l'échelon départemental de l'État – j'ai employé souvent cette formule dès ma déclaration de politique générale devant le Parlement, en juillet 2020, Mesdames et Messieurs les parlementaires. En 15 ans, les effectifs de l'État placés sous l'autorité des préfets de département ont diminué de 30 %. J'ai stoppé cela en 2021 et le chiffre est reparti un peu à la hausse dans le budget 2022.

On a donc besoin de proximité et d'un État agile, souple et efficace sur le terrain. Je suis heureux, monsieur le Maire, que vous ayez su reconnaître le rôle des préfets, des sous-préfets et de l'ensemble des services de l'État placés auprès d'eux, ce qui est pour moi plus généralement l'occasion de rappeler que le service public français honore le pays et a répondu présent dans toutes ses dimensions à la faveur de cette crise. Je me demande même si cette crise n'aurait pas eu le grand honneur de réconcilier un peu les entreprises et les services fiscaux et les finances publiques, vous voyez.

Je voudrais aussi évidemment souligner le rôle des parlementaires qui se sont impliqués dans cette opération. Ils sont là, je vois, Josiane en particulier parce que c'est sa circonscription. Je veux ici porter témoignage et en toute hypothèse, sur le sujet qui nous réunit ce soir, sur cette implication extrêmement forte et à laquelle je veux vraiment rendre hommage.

J'y associe évidemment, monsieur le maire, tous vos collègues élus locaux, la région Occitanie, le département, cher Michel. C'est un travail d'équipe, vous me voyez venir. Le sport, on pourrait y faire allusion ici.

On prépare d'autant mieux l'avenir qu'on est fidèle à son identité, à ses racines. Nous, on doit être tournés vers l'avenir, on ne revient pas à l'arrière.

Ça n'existe pas, mais on connaît notre passé. On sait d'où nous venons. On sait à partir de là quels sont nos points forts, quels sont les marqueurs que nous devons respecter. Je citais les acteurs socioprofessionnels, leurs représentants et je suis très heureux. J'ai invité là des représentants que j'ai cités, que je remercie à nouveau pour leur présence. C'est aussi une façon pour moi de dire, au moment où nous approchons de la fin de ce quinquennat et du Gouvernement, que j'ai l'honneur de diriger, combien ont été utiles et précieuses pour moi les heures j'ai consacrées au plan national, à la concertation avec tous ces acteurs.

J'ai là ce qu'on appelle les partenaires sociaux, les branches ou les secteurs professionnels. Je pourrais citer les associations d'élus locaux, les représentants des stations de ski, enfin, les gens de la culture, du théâtre. Je ne vais pas être trop long. Mais oui, nous avons beaucoup, beaucoup travaillé ensemble. Evidemment, on n'a pas toujours été d'accord. Il était normal qu'au bout du bout, l'État et le Premier ministre prennent les mesures impopulaires, difficiles que la gestion de la crise sanitaire, c'est-à-dire la protection de nos concitoyens, appelaient, mais nous l'avons toujours fait dans un cadre respectueux, dans le cadre de concertation très approfondie, tant pour gérer l'urgence que pour préparer la reconstruction et la relance de notre pays.

Je voudrais, là aussi, dire à des représentants des partenaires sociaux, des organisations d'employeurs, mais aussi les organisations syndicales, il se trouve, cher François, que j'achève là le nouveau cycle de concertation avec elles. Je suis quasiment au bout. Je voudrais leur rendre hommage pour le sens des responsabilités dans ces organisations qui ont su faire preuve et qui est à l'honneur de notre pays et de notre démocratie sociale.

Nous avons besoin de ces organisations professionnelles. Chacun dans notre rôle, dans le respect de son rôle, mais nous en avons besoin, c'est un message ici à Lourdes que je dis aux Françaises et aux Français. Vous l'avez appliquée ici, vous avez fait jouer la concertation à fond et le produit auquel vous êtes arrivé, ce plan que vous avez, monsieur le maire, qualifié d'historique, il n'aurait pas été le même si tous ces acteurs qui sont là ne s'étaient pas impliqués, n'avaient pas mis leur cœur et leur intelligence, leurs regards croisés différents, au service d'un objectif. Comme j'ai l'habitude de dire, je me répète, mais j'y crois tellement.

Notre devoir, c'est de mettre de l'huile dans les rouages. Il y en a beaucoup qui vont s'évertuer à mettre de l'huile sur le feu. Nous devons rassembler et travailler au service de l'intérêt commun.

C'est ce qui s'est passé ici à Lourdes.

Ce plan avenir pour Lourdes, il est ambitieux, il va vous donner les moyens d'exprimer le plein potentiel de votre vie, d'attirer de nouveaux visiteurs. C'est là qu'il fallait que je cite toutes les mesures, mais vous les connaissez par cœur. Je peux citer la construction d'un nouveau centre de congrès, le nouveau chemin de Bernadette. C'est un plan dense, c'est un plan aussi qui s'attaque à la situation urbaine dégradée, monsieur le maire de la ville de Lourdes, avec d'importantes rénovations qui seront entreprises, et une revitalisation de vos espaces commerciaux. Là aussi, ça rappelle tellement de choses, Jean-Baptiste, que nous avons faites dans le plan montagne, dans le plan tourisme. Il faut reconquérir, il faut renforcer. Il ne s'agit plus de panser les plaies, il s'agit de renforcer notre pays.

J'ajoute pour tout le monde que c'est aussi une question de souveraineté de la nation et de l'Europe. La crise a fait trop apparaître, je le dis ici dans un département industriel, car je n'oublie pas que les Hautes-Pyrénées sont un département très industriel, qu'on avait laissé filer trop de choses stratégiques à l'étranger. Il faut travailler le tourisme, l'attractivité, les points forts de la France. Mais il faut aussi réinvestir comme nous le faisons, c'est le cas du plan de relance, c'est le cas de France 2030. Je cite toujours ce chiffre très pédagogique parce qu'il faut le redire à nos concitoyens français, 1980-2020, 50 000 emplois industriels par an perdus en France, depuis 3 ans, nous en recréons 30 000. On est loin du compte, il faut accélérer là-dessus, il faut accélérer les investissements, par exemple dans l'industrie ferroviaire. Ça vous parle ici, n'est-ce pas dans les Hautes-Pyrénées ? Les sommes que nous avons concentrées à cet effet dans le plan de relance sont considérables.

D'une certaine manière, si j'osais, monsieur le maire et mesdames et messieurs, j'allais dire que ce que vous faites, je pense par exemple sur l'accompagnement des travailleurs saisonniers, c'est un sujet qui se pose dans d'autres départements et dans d'autres domaines. Cela m'intéresse énormément, et il me semble que vous pourriez être précurseur de dispositifs que nous gagnerions à étendre à tout le pays. Je veux dire aussi que le

déplacement que j'ai fait aujourd'hui dans les Hautes-Pyrénées m'a permis d'illustrer un autre axe de la politique gouvernementale qui est celui du désenclavement des territoires. Il ne peut pas y avoir, depuis toujours, depuis les romains en réalité, de progrès économiques avec des territoires enclavés.

Alors, je me suis beaucoup investi, vous le savez, je le dis ici dans les Hautes-Pyrénées, sur le sujet de la grande vitesse ferroviaire et de la relance des grands chantiers qui innervent et desservent notre beau sud-ouest, notre belle région Occitanie, mais aussi la Nouvelle-Aquitaine. Nous l'avons fait, je crois, avec un partenariat particulièrement intelligent. Dès que l'intérêt général est en cause, je pense que nous avons le devoir, non pas de renoncer à nos convictions respectives, il ne manquerait plus que ça. Mais de les mettre au service de cet intérêt commun. Et je crois que c'est ce que nous faisons.

Nous avons signé une convention tout à l'heure. Il ne s'agit pas de ferroviaire, mais de routier pour mieux desservir Lourdes par la voie routière, avec la déviation d'AD, vieux sujet, c'est presque serpent de mer ou de montagne, comme vous préférez. Je le fais partout, vous l'avez observé, n'est-ce pas, monsieur le préfet de région ? Et pas qu'en Occitanie, parce que je crois, comme je l'ai dit tout à l'heure, parce que je crois profondément que si l'État ne dessert pas, ne désenclave pas tous les territoires, cela crée des frustrations, cela crée des gens qui se sentent déconsidérés et oubliés. Et vous savez quelles en sont les conséquences pour la confiance de ses populations dans la République, dans l'État et dans la politique en général. Donc, il fallait aussi, au-delà de ce que vous avez fait vous-mêmes, de ce qui était de votre responsabilité qu'on arrive mieux à Lourdes. On l'a fait sur le plan routier et je veux vous dire aussi que vous m'avez saisi sur l'amélioration de la desserte de Lourdes en général.

Dois-je rappeler que j'ai décidé de rouvrir des trains de nuit. J'ai commencé moi-même, peut-être, vous vous en souvenez-vous, en allant à Nice. Et puis, j'ai regretté de ne pouvoir venir ouvrir le train couchettes Paris-Tarbes-Lourdes. Je voudrais vous annoncer ce soir que l'État sera au rendez-vous du soutien à la nouvelle liaison aérienne entre Tarbes, Lourdes et Paris avec, et c'est ça le sens de l'information, un effort financier qui sera triplé par rapport à aujourd'hui, avec un budget global de 4 millions et demi d'euros pour les 4 années à venir.

L'objectif, Mesdames et Messieurs, étant de sécuriser cette liaison ferroviaire. J'ajoute pour m'en être entretenu avec la présidente de Région, le président de l'agglomération et maire de Pau, qu'une amélioration globale, une plus forte complémentarité entre Pau d'une part, et Tarbes ou sans Lourdes doit être travaillée. Et l'État vous y aidera.

Au total, et je reviens à votre préoccupation et au plan d'Avenir pour Lourdes, je veux vous confirmer que sur la proposition du ministre qu'à la réalisation de ce plan avec des échéances très clairement fixées d'ici 2025, l'État participera à hauteur de 38 millions d'euros pour ces investissements. Somme évidemment qui viendra s'ajouter à celles que j'ai déjà indiquées et qui sont venus au secours des socioprofessionnels et de la ville.

Vous avez raison, Monsieur le maire, en politique, il faut toujours essayer de tenir ses engagements. Le Président de la République, vous l'avez rappelé, est venu ici même au mois de juillet de l'année dernière. Vous vous souvenez aussi que nous avons pris une première série d'engagements, je crois que c'était en décembre 2020. Et aujourd'hui, nous transformons l'essai, c'est-à-dire que le Gouvernement de la République mette en œuvre les engagements du Président de la République.

Je pense que là aussi, la méthode que nous avons employée, les objectifs que nous nous fixons, c'est-à-dire vraiment préparer l'avenir, faire des transitions, développer une nouvelle offre touristique répondant mieux aux attentes des visiteurs, le fait que nous honorions vis-à-vis des Lourdaises et des Lourdais, mais plus généralement de nos concitoyens, la parole qui a été donnée doit donner confiance. C'est le mot-clé, vous savez, en démocratie comme dans la vie tout court. Et je n'ignore rien des raisons pour lesquelles elle a pu s'éroder et je sais tout le travail qui reste encore à faire.

Mais voyez-vous, c'est par des actions de cette nature très précises, très concrètes, très mesurables, très vérifiables que nous pouvons espérer non seulement construire un nouvel avenir à Lourdes, c'est ce qui justifie ma présence à vos côtés ce soir, mais au-delà, l'enjeu est bien plus fort puisqu'il s'agit de reconquérir la confiance de nos concitoyens.

Je vous remercie.